

LES ÉTAPES LES PLUS IMPORTANTES DE L'AFFAIRE ANCHICAYÁ



2009

Malgré la victoire juridique obtenue par la communauté en **2009**, celle-ci n'a pas pu se concrétiser. La réparation prévue a été bloquée par une série de procédures administratives et judiciaires qui ne prenaient pas en compte l'état de vulnérabilité et le statut de protection constitutionnel spécial de la communauté.

2018

En **2018**, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a décidé de traiter le cas 13.166 «Communauté afro-descendante de la rivière Anchicayá» pour déterminer conjointement sa recevabilité et le fond de l'affaire. Dans ce scénario, une prise de position est attendue sur : i) la vulnérabilité et l'état d'absence de défense et d'abandon des communautés afro-descendantes ; ii) l'impact que cela a sur l'accès à une justice efficace ; iii) la relation entre les droits de l'homme et les entreprises, entre autres questions d'intérêt.

2021 Octobre

En octobre **2021**, la communauté Anchicayá a reçu le prix national des droits humains pour avoir été le processus collectif de l'année dans le pays.

2001

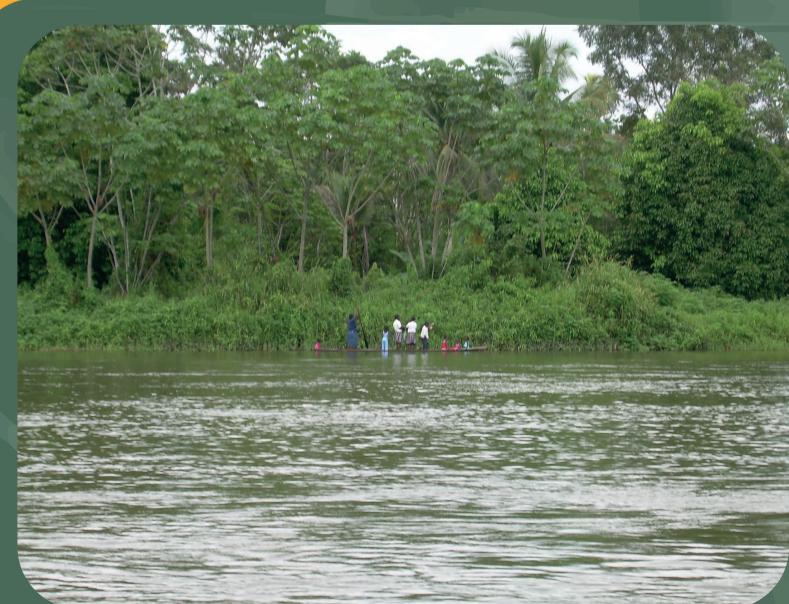
La protection des droits collectifs de la communauté afro-descendante d'Anchicayá et la l'indemnisation des dommages causés par le déversement de boue dans la rivière ont été revendiquées par une **action collective**. Une action constitutionnelle qui, en 2001, lorsque les événements se sont produits, n'était pas très connue dans le système juridique colombien.

2013

En **2013**, plusieurs rapporteurs spéciaux de l'ONU - le groupe d'experts sur les personnes d'ascendance africaine ; sur les entreprises et les droits de l'homme ; sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme ; sur le droit à l'alimentation, entre autres, ont présenté à l'État colombien une série de questions pour rendre compte de l'affaire devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. **Toutefois, ces questions n'ont pas été répondues en temps utile par l'État.**

Julio 2021

En juillet **2021**, dans un arrêt du Conseil d'État, l'indemnisation des collectivités a été définitivement reconnue. Cependant, sa reconnaissance est faite dans une perspective qui contredit ce qui a déjà été prouvé au cours de la procédure administrative.



LAWYERS WITHOUT BORDERS
AVOCATS SANS FRONTIÈRES
ABOGADOS SIN FRONTERAS
Canada

ONUIRA CONSEJO COMUNITARIO MAYOR DE
ANCHICAYÁ APODERADO GERMÁN OSPINA